



Royaume du Maroc
Parlement

Allocution de M. Rachid Talbi Alami

**Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc
au nom de la Section marocaine
à la 143^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP)**

Madrid, 26-30 novembre 2021

Monsieur le Président,

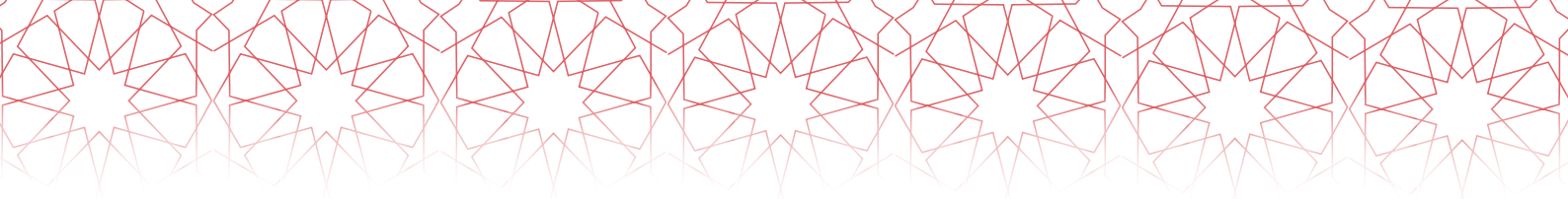
**Chers collègues, Présidents des institutions législatives et
membres de délégations,**

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, remercier, au nom du Parlement du Royaume du Maroc, les autorités et le Parlement espagnols d'avoir accueilli cette 143^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire. Je salue ce pays ami, voisin et partenaire pour la capacité qu'il a démontré d'abriter cette Assemblée et d'en assurer le succès dans un contexte difficile induit par la pandémie de Covid-19. En effet, cette pandémie a causé - et continue de provoquer - de profonds chamboulements dans les politiques publiques, dans les structures économiques et sociales, dans les modes de travail, voire dans les priorités des Etats.

Notre Union a été bien inspirée lorsqu'elle a choisi, comme thème central de discussion pour cette session, la question de «Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie». En effet, la pandémie de Covid-19 a accentué les disparités sociales et territoriales au sein d'un même pays ainsi qu'entre les



membres de la communauté internationale, entre le Nord et le Sud, entre pays riches et pays pauvres. Les clivages s'en sont trouvés approfondis, et les mouvements de contestation et de protestation se sont multipliés au Sud comme au Nord.

Cette situation a exacerbé les défis auxquels la démocratie représentative était déjà confrontée. En effet, les courants populistes, repliés sur eux-mêmes, ont trouvé un terrain fertile pour prendre racine et s'étendre, tandis que des penchants 'souverainistes' ont trouvé de nouvelles raisons - infondées par ailleurs - pour tenter de ressusciter leur rhétorique protectionniste et s'enraciner dans le subconscient collectif.

Parallèlement à ce courant de pensée, qui a commencé à trouver des adeptes au Nord comme au Sud, un sentiment d'injustice, de marginalisation et d'exclusion est en train de s'ancrer au sein de larges couches des peuples de la planète, principalement dans les pays du Sud. La pandémie a aggravé les manifestations de la pauvreté ; elle a pesé lourdement sur des systèmes et services de santé déjà fragiles et a accru la pression sur les ressources publiques, bien modestes d'ailleurs.

Ce sentiment a été amplifié par l'insuffisance - voire la faiblesse - de la solidarité internationale face à la pandémie, notamment avec les peuples d'Afrique et d'Amérique latine. Cette réalité est peu claire lorsqu'il s'agit de s'approvisionner en vaccins - une réalité confirmée d'ailleurs par les taux de vaccination enregistrés sur le continent africain, auquel nous appartenons. A cet égard, je voudrais insister sur le droit des peuples africains d'accéder aux vaccins et aux médicaments.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Il serait, me semble-t-il, opportun de se poser la question, à la lumière de l'histoire aussi bien lointaine que contemporaine, de savoir que serait le monde si la démocratie représentative n'existait pas. Cette démocratie serait, à coup sûr, un besoin sociétal urgent - une nécessité institutionnelle.



Même au plus fort de la pandémie, l'action parlementaire était une priorité absolue car il fallait adopter les législations requises et adaptées au contexte, protéger les droits et libertés, approuver les budgets nécessaires au financement de l'économie et autoriser les dépenses dans un contexte bien particulier. Depuis l'Athènes antique, c'est-à-dire depuis 25 siècles, l'histoire nous apprend que le débat public et démocratique est, en fait, une nécessité politique et sociétale.

La démocratie pluraliste et représentative ne fut-elle pas le moyen qui permit de sortir des crises aiguës de l'après-guerre ? N'est-elle pas, aujourd'hui encore, la réponse politique recherchée par des peuples en proie à des guerres internes et au terrorisme ?

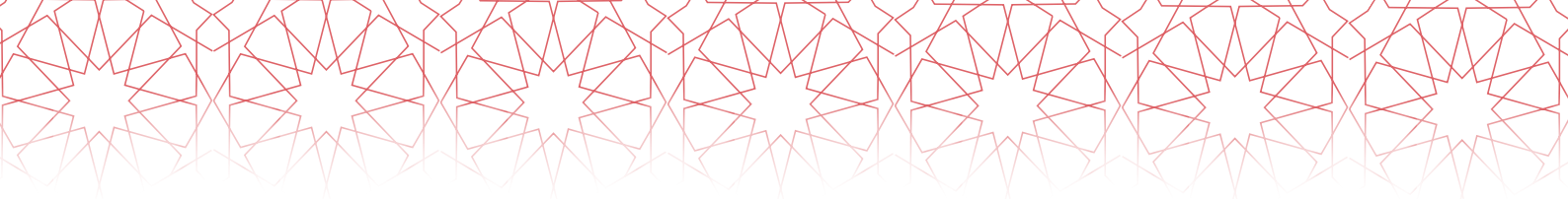
Monsieur le Président,

Selon certaines thèses, la démocratie représentative institutionnelle, incarnée justement par les parlements, serait à bout de souffle et souffrirait d'un certain épuisement. Par ailleurs, les tendances hostiles à la démocratie représentative et institutionnelle aggraveraient cet état de faiblesse.

S'il y a une part de vérité dans une telle affirmation, il nous appartient à nous, parlementaires et élites, de continuer à croire fermement en la nécessité de donner un nouvel élan stratégique à la démocratie. Nous devons veiller à ce que le travail des parlements soit pratique et efficace, vu que la démocratie est notre principal rempart contre le chaos et l'hégémonie.

Gardant à l'esprit le sujet de nos débats et partant également de l'expérience acquise par le Royaume du Maroc, nous pensons que les propositions ci-après peuvent contribuer à un renouveau de la démocratie institutionnelle en lui insufflant une nouvelle dynamique favorisant son appropriation par les citoyens.

- Ainsi, nous pensons, en **premier** lieu, que les parlements, outre leur mission originelle de légiférer et de contrôler l'action



gouvernementale, devraient mettre un accent particulier sur l'évaluation des politiques publiques, en vérifier l'impact sur la vie des citoyens et renforcer la diplomatie parlementaire, telle qu'incarnée par notre Union et d'autres institutions multilatérales ;

- **Deuxièmement**, nous devons promouvoir le concept de parlement de proximité, qui interagit avec les citoyens et reflète leurs préoccupations;
- Il nous incombe, en troisième lieu, de renforcer le rôle des partis politiques en tant qu'outils de médiation indispensables à la stabilité, et de promouvoir la participation à la gestion des affaires publiques ;
- **Quatrièmement**, la démocratie participative et citoyenne devrait être consolidée, et l'on devrait veiller au renforcement des rôles des associations de la société civile, qui encadrent les initiatives citoyennes en matière de proposition des lois et de soumission de pétitions aux pouvoirs publics, qui contribuent à l'évaluation des politiques publiques et qui jouent le rôle de lanceur d'alerte vigilant face aux problèmes et enjeux de la société ;
- En **cinquième** lieu, il importe de réinstaurer un débat public de haute facture et de réhabiliter la pratique politique, la pensée et les valeurs démocratiques ; il sied également de veiller à une utilisation positive des nouvelles technologies et des réseaux sociaux afin qu'ils contribuent à répandre tout ce qui est constructif, y compris les valeurs de démocratie, de pluralisme, de modération et d'ouverture;
- En **sixième** lieu, les parlements devraient contribuer au renforcement des valeurs de participation et de démocratie, aux côtés de la famille, des médias, de l'école, de l'université et de l'espace public.



**Monsieur le Président,
Chers collègues,**

Aujourd'hui, la démocratie influence et est, à la fois, impactée par un certain nombre de problématiques qui sont devenues des facteurs déterminants dans les stratégies internationales, tels que les migrations, l'asile, les déplacements de populations et les perturbations climatiques. En tant que parlementaires, il est de notre devoir d'analyser les causes profondes de ces problématiques universelles et de rectifier les inexactitudes véhiculées à propos de ces phénomènes.

Par ailleurs, nous ne devrions pas perdre de vue la corrélation et l'articulation entre démocratie et développement, ainsi que la nécessité de s'attaquer à la pauvreté. Pour répondre aux attentes de nos citoyens et nos citoyennes et les persuader des bienfaits de la démocratie et du travail des institutions représentatives, de nouveaux mécanismes de solidarité internationale pour le développement et le transfert, du Nord vers le Sud, de capitaux et de nouvelles technologies, doivent urgemment être mis en place, y compris dans le domaine de la santé. La mondialisation de l'économie et de la pensée démocratique doivent avoir comme corollaire le partage des dividendes du progrès technologique et des connaissances acquises par l'humanité.

Il est évident qu'un tel objectif ne saurait être atteint que si dans la stabilité et le respect de la souveraineté des États, de leur intégrité territoriale et de leurs traditions démocratiques propres.

Je vous remercie.



Kingdom of Morocco
Parliament

Address by Mr. Rachid Talbi Alami

**Speaker of the House of Representatives of the Kingdom of Morocco
On behalf of the Moroccan Section
At the 143rd Assembly of the Inter-Parliamentary Union**

Madrid, 26-30 November 2021

Mr. Chairman,

Dear colleagues, Speakers of parliaments and members of delegations,

Mr. Secretary General,

Ladies and Gentlemen,

First of all, I should like, on behalf of the Parliament of the Kingdom of Morocco, to thank the Spanish authorities and the Spanish Parliament for hosting this 143rd Assembly of the Inter-Parliamentary Union. I wish to commend this country as a friend, a neighbor, and a partner for hosting this Assembly and ensuring its success in the midst of the difficult environment created by the Covid-19 pandemic. Indeed, this pandemic has brought about - and continues to cause - profound changes in public policies, in economic and social structures, in work methods, even in government priorities.

Our Union did well to choose “*Contemporary challenges to democracy: Overcoming division and building community*” as the main focus of this session. The Covid-19 pandemic has deepened social and regional



disparities within countries, between members of the international community, between the North and the South and between rich and poor nations. Because of these yawning gaps, there has been a growing chorus of disapproval and protest, in the South as well as in the North.

This situation has compounded the challenges already facing representative democracy. Indeed, inward-looking populist currents found fertile ground to take root and expand, while 'sovereignty-based' trends found new - albeit unfounded - reasons to revive protectionist rhetoric and permeate people's collective sub consciousness.

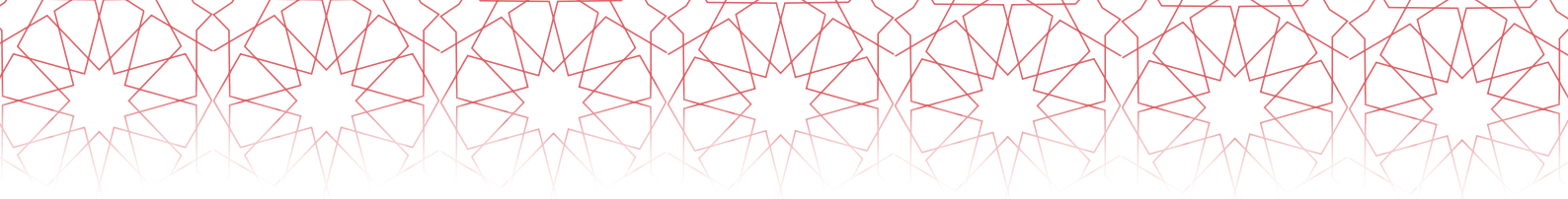
Concurrently with this line of thinking, which now has followers in the North as well as in the South, a sense of injustice, marginalization and exclusion is becoming entrenched among large segments of the world's population, especially in the South. The pandemic has exacerbated the signs of poverty and placed a heavy burden on already fragile health systems and services. It has also increased the pressure on public resources, which were already limited.

This feeling has been amplified by the inadequacy - not to say the weakness - of international solidarity in the face of the pandemic, particularly with African and Latin American peoples. This was made abundantly clear when countries sought to secure anti-Covid 19 vaccines. It is also confirmed by vaccination rates in the African continent, to which my country belongs. I should like, in this respect, to emphasize the right of African peoples to have access to vaccines and medicines.

Mr. Chairman,

Dear Colleagues,

It seems to me that it would be appropriate to wonder, in the light of both ancient and contemporary history, what the world would be like if representative democracy did not exist. Such a democracy would certainly be an urgent societal need and an institutional necessity.



Even when the pandemic was raging across the world, parliamentary work was a top priority because of the need to pass the required, appropriate laws, protect rights and freedoms, approve budgets to finance the economy and authorize spending in a special context. Since Ancient Athens, more than 25 centuries ago, history has taught us that public democratic debate is, in fact, a political and societal necessity.

Was it not pluralistic representative democracy that enabled the world to overcome the acute crises of the post-war period? Is it not true that representative democracy is the political answer sought today by peoples plagued by internal strife and terrorism?

Mr. Chairman,

According to some theories, institutional representative democracy, as embodied by parliaments, has run out of steam and is ebbing. At the same time, trends that are hostile to representative, institutional democracy are said to exacerbate this state of weakness.

There seems to be some truth in such a claim, and it is up to us - parliamentarians and elites - to continue to believe strongly in the need to give a new, strategic impetus to democracy. We must ensure that the work of parliaments is practical and effective, for democracy is our main bulwark against chaos and hegemony.

Bearing in mind the subject of our debate, and based on the Kingdom of Morocco's experience, I believe that the following proposals can contribute to the renewal of institutional democracy, and give it a fresh impetus so that citizens may believe in it and embrace it.

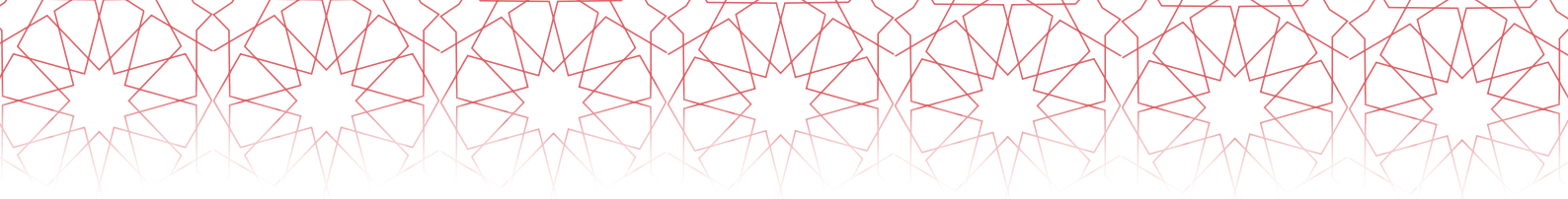
- **Firstly**, I believe that in addition to their original mission of passing laws and overseeing government action, parliaments should lay special emphasis on evaluating public policies and ascertaining their impact on the lives of citizens; they should also consolidate parliamentary diplomacy, as embodied by our Union and other multilateral institutions;

- 
- **Secondly**, we must consolidate the concept of community-based parliaments, which interact with citizens and reflect their concerns;
 - **Thirdly**, we must strengthen the role of political parties as mediation tools to promote stability as well as participation in the management of public affairs;
 - **Fourthly**, citizen-based participatory democracy should be consolidated, and attention should be paid to strengthening the roles of civil society associations, which accompany citizens' initiatives in proposing laws and submitting petitions to public authorities, contribute to the evaluation of public policies and play the role of vigilant guardians regarding societal issues and problems;
 - **Fifthly**, it is important to rehabilitate effective public debate, sound political practice as well as democratic thinking and values; it is also essential to ensure that new technologies and the social media are used in a positive way, and that they help disseminate everything that is constructive, including the values of democracy, pluralism, moderation and openness;
 - **Sixthly**, parliaments should contribute to shoring up the values of participation and democracy, alongside the family, the media, the school, the university and public institutions.

Mr. Chairman,

Dear colleagues,

Today, democracy both shapes and is influenced by a number of issues that have become key factors in fashioning global strategies, such as migration, asylum, population displacement and climate change. As members of parliament, it is our duty to analyze the root causes of these global issues and redress whatever inaccuracies are circulated about these phenomena.



Furthermore, we should keep in mind the correlation between democracy and development as well as the imperative need to tackle poverty. In order to meet our citizens' expectations regarding the benefits of democracy and of representative institutions, it is important to realize that the establishment of new mechanisms of international solidarity to promote development and the transfer of capital and of new technologies from the North to the South - including in the health sector - is now a matter of great urgency. In addition to the globalization of the economy and of democratic thinking, it is essential to make sure all nations have access to the benefits of technological progress and to the knowledge gained by humankind.

Needless to say, such an objective can be achieved only if stability is ensured, and if the sovereignty of states and their territorial integrity and democratic political traditions are respected.

Thank you



Reino de Marruecos
Parlamento

Alocución del Señor D. Rachid Talbi Alami

**Presidente de la Cámara de Representantes del Reino de
Marruecos**

**En nombre de la sección marroquí
Con ocasión de la 143ª Asamblea de la Unión
Interparlamentaria (UIP)**

Madrid, del 26 al 30 de noviembre de 2021

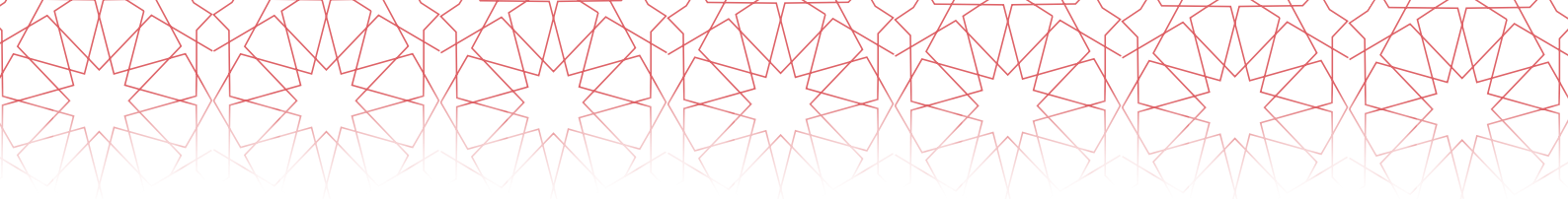
Señor Presidente,

**Compañeras y compañeros presidentes de instituciones
legislativas y miembros de delegaciones,**

Señor Secretario General,

Señoras y Señores,

En primer lugar, quiero expresar mis agradecimientos, en nombre del Parlamento del Reino de Marruecos, a las autoridades españolas y a su Parlamento por acoger la 143ª Asamblea de la Unión Interparlamentaria, y felicitar a este país amigo, vecino y socio, por haber reunido las condiciones de su éxito, en un difícil contexto impuesto por la pandemia del Covid-19, con todas las consecuencias que la misma ha generado, y sigue generando, dando lugar a importantes mutaciones en las políticas públicas, los sistemas socioeconómicos, las modalidades de trabajo, y sobre todo en términos de prioridades.



En este sentido, nuestra unión ha acertado al elegir el tema de “Los retos contemporáneos de la democracia: superar la división y construir comunidad”, como eje del debate general de esta sesión. En efecto, la pandemia del Covid-19 ha profundizado las diferencias sociales y espaciales dentro de los mismos países, así como entre los miembros de la comunidad internacional, entre el Norte y el Sur, y entre países ricos y pobres. Por otra parte, crecieron las divisiones, se intensificó la polarización y se multiplicaron las manifestaciones de crítica y protesta tanto en el Sur como en el Norte.

Tal situación no ha hecho sino agravar los desafíos que ya de por sí enfrenta la democracia representativa, dado que las corrientes populistas y cerradas han encontrado un terreno fértil para florecer y prosperar, del mismo modo que las tendencias “soberanistas” han hallado nuevas y falsas justificaciones para pulir sus discursos y llamadas proteccionistas, inculcándolos en la conciencia colectiva.

Paralelamente a este tipo de pensamientos que empieza a granjearse partidarios tanto en el Norte como en el Sur, se da un profundo sentimiento de injusticia, marginación y exclusión entre amplias categorías de la población mundial, especialmente en el Sur. Efectivamente, la pandemia ha profundizado las manifestaciones de pobreza y ha sobrecargado los ya frágiles sistemas y servicios de salud, además de haber aumentado la presión sobre un gasto público de por sí modesto.

Este sentimiento se ha visto reforzado por la modesta e, incluso, débil solidaridad internacional en la lucha contra la pandemia, especialmente para con los pueblos de África y América Latina, tal y como lo hemos podido constatar en cuanto al suministro de vacunas y porcentajes de vacunación en el continente africano al que pertenecemos. Con esta ocasión, queremos insistir en el derecho de acceso de sus pueblos a las vacunas y a los medicamentos.

En este sentido, cabe preguntarnos, Señor Presidente, Compañeros y Compañeras, a la luz de la historia antigua, moderna y contemporánea, si la democracia representativa acaso no fue, y será, una necesidad social acuciante y una exigencia institucional.



Efectivamente, en plena pandemia los parlamentos se erigieron en una de las principales prioridades para poder adoptar una legislación adecuada al contexto, preservar los derechos y libertades y aprobar los presupuestos necesarios para financiar la economía y autorizar el gasto en un contexto particular. La historia nos enseña desde la antigua Atenas, es decir, desde hace 25 siglos, que el debate público y democrático constituye una necesidad política y social.

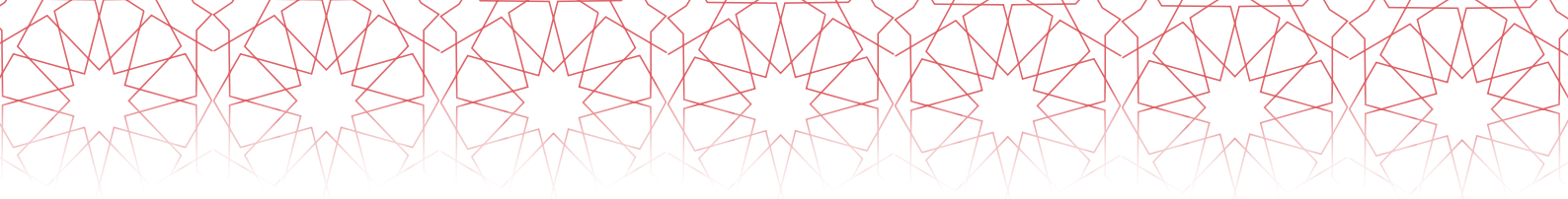
¿Acaso no constituyó la democracia representativa y pluralista la salida ante las agudas crisis de la era posterior a la Segunda Guerra Mundial? ¿No es lo que hoy buscan políticamente algunos pueblos que sufren de las guerras internas y del terrorismo?

Señor Presidente,

Algunas tesis tienden a considerar que la democracia institucional representativa, materializada especialmente en los parlamentos, se ha visto afectada por el agotamiento o la vetustez, al mismo tiempo que las tendencias contrarias a la democracia parlamentaria, institucional y representativa no dejan de extenuarla.

Si bien esta conclusión es parcialmente correcta, nosotros, en tanto que parlamentarios y élites, hemos de seguir comprometidos con la obligación de aportar el aliento necesario y el impulso estratégico a la democracia así como de mantener la eficacia y rentabilidad de la labor parlamentaria, mientras la democracia siga siendo la principal garantía para afrontar el caos y la hegemonía del poder.

Así pues, en el contexto de nuestro debate y sobre la base de la práctica que hemos acumulado en el Reino de Marruecos, consideramos que las sugerencias que vamos a presentar en lo que sigue, pueden contribuir a la renovación de la democracia institucional y aportarle el impulso necesario para que las personas puedan interiorizarla y confiar en la misma.



De este modo, consideramos que:

1. Además de su función original de legislar y de controlar la acción del gobierno, los parlamentos han de centrarse en la evaluación de las políticas públicas y mostrar su impacto sobre la vida de las personas así como fortalecer la diplomacia parlamentaria representada tanto por nuestra Unión como por otras instituciones multilaterales.
2. Debemos consolidar el concepto de parlamento de proximidad, que comunica con las ciudadanas y los ciudadanos, velando por reflejar sus preocupaciones.
3. Se han de fortalecer los roles de los partidos políticos, ya que constituyen una de las herramientas de mediación necesarias para la estabilidad y el estímulo de la participación en la gestión de la cosa pública.
4. Se ha de consolidar la democracia participativa y ciudadana así como apoyar la labor de la sociedad civil, que enmarca las iniciativas ciudadanas en cuanto a propuestas de legislación y presentación de peticiones a las autoridades públicas, además de contribuir a la evaluación de las políticas públicas y desempeñar el papel de vigilancia y alerta hacia los problemas y cuestiones de la sociedad.
5. Se han de rehabilitar los debates públicos de elevado nivel, la política, el pensamiento y los valores democráticos, a la vez que se ha de obrar por un empleo eficiente de las nuevas tecnologías y redes de comunicación al servicio de contenidos constructivos y positivos, con el fin de vehicular los valores de la democracia, el pluralismo, la moderación y la apertura.
6. Los parlamentos deben contribuir, junto con la familia, los medios de comunicación, la escuela, la universidad y el espacio público, a la consolidación de los valores de participación y democracia.



Señor Presidente,

Compañeras y Compañeros,

Hoy en día, la democracia se ve afectada y afecta a una serie de cuestiones que se han convertido en factores influyentes en las estrategias internacionales, como lo son las migraciones, el asilo, el éxodo y los desequilibrios climáticos. En tanto que parlamentarios, hemos de hacer frente a los orígenes de estos problemas internacionales que vivimos actualmente y corregir los errores que se vehiculan en torno a dichos fenómenos.

Por otra parte, no debemos perder de vista la articulación general entre democracia y desarrollo, y la necesidad de hacer frente a la pobreza. Si los ciudadanos y ciudadanas guardan la ambición de ver el rendimiento de la democracia y de las instituciones representativas; al mismo tiempo, el advenimiento de nuevos mecanismos de solidaridad internacional para el desarrollo y la transferencia de capitales, nuevas tecnologías y tecnologías de la salud del Norte al Sur, se erige en una necesidad acuciante. Paralelamente a la globalización de la economía y de la idea democrática, las riquezas, el progreso tecnológico y los conocimientos alcanzados por la humanidad han de ser compartidos.

Evidentemente, ello sólo será posible en el seno de la estabilidad y el respeto de la soberanía de los Estados, su integridad territorial y sus tradiciones políticas, esencialmente democráticas.

Gracias por su atención